



**GARDA04**

RAPPORT ANNUEL

Le guichet unique en sécurité



TABLE DES MATIÈRES

01 RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CHOISIS  
 02 MESSAGE À NOS ACTIONNAIRES  
 05 ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION  
 07 ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION  
 07 RAPPORT DES VÉRIFICATEURS  
 08 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET NOTES AFFÉRENTES  
 24 CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION  
 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

# UNE PRÉSENCE TOUJOURS PLUS GRANDE DANS UN SECTEUR EN PLEIN ESSOR



Corporation de Sécurité Garda World s'est donnée comme mission d'étendre l'horizon du domaine de la sécurité. ■ Garda est reconnue pour son approche de guichet unique — sécurité physique, transport de valeurs et sécurité électronique — qui lui permet d'offrir des solutions entièrement intégrées en matière de sécurité. L'entreprise regroupe près de 8000 professionnels chevronnés, répartis d'un océan à l'autre du pays. ■ Renommée pour son savoir-faire lorsqu'il s'agit de traiter les dossiers les plus complexes, Garda s'est taillée une solide réputation auprès des entreprises des secteurs tant traditionnels (institutions financières, immobilier, commercial et organismes gouvernementaux) que de la nouvelle économie (haute technologie). Chaque jour, elle inscrit à sa liste de clients le nom d'entreprises parmi les plus en vue au Canada. ■ Garda joue un rôle actif sur le plan de la consolidation du marché canadien de la sécurité. Grâce à une série d'acquisitions stratégiques, Garda a enregistré une importante croissance de ses ventes, lesquelles sont passées de 626 000 \$ en 1995 à plus de 95 millions de dollars pour l'exercice 2004. La Société est reconnue comme faisant partie des entreprises qui connaissent un rythme de croissance parmi les plus élevés au Canada. ■ Le secteur de la sécurité continue d'offrir un fort potentiel de croissance. Surnommé « The Silent Giant » à Wall Street, ce secteur a vu son chiffre d'affaires atteindre les 100 milliards de dollars aux États-Unis en 2001. Au Canada, la croissance est également très forte, une estimation prudente fait état de ventes de 4 milliards de dollars. Compte tenu de sa position concurrentielle unique – une présence de premier plan au Canada et une approche de guichet unique – Garda se trouve en excellente position pour bénéficier pleinement des possibilités offertes par cette croissance.

04		6 122 219 \$	CAPITAUX PROPRES
03		6 465 481 \$	
02		5 143 849 \$	
04		716 165 \$	FONDS DE ROULEMENT (EXCLUANT LA PARTIE À COURT TERME DE LA DETTE À LONG TERME)
03		316 830 \$	
02		(540,944) \$	
04		5 551	NOMBRE D'EMPLOYÉS
03		4 455	
02		4 016	





LES FAITS SAILLANTS

1973  
Début des activités –  
Le Groupe de Sécurité  
Garda inc.

1995  
Début des activités –  
Sécurité Trans-Québec inc.

1999  
Trans-Québec devient  
une société ouverte et  
change sa raison sociale  
pour Corporation de  
Sécurité Trans-Canada  
World

Trans-Canada se porte  
acquéreur de Groupe  
de Sécurité Garda inc.  
et devient Corporation  
de Sécurité Garda World

2001  
Récipiendaire  
du Prix Argent  
(catégorie Services)  
à titre de créateur  
d'emplois au Québec

Récipiendaire  
du Prix Profit 100  
pour la croissance  
(1<sup>er</sup> au Québec)

2002  
Récipiendaire  
du Prix Profit 100  
pour la croissance  
(2<sup>e</sup> au Québec)

2003  
Récipiendaire  
du Prix Profit 100  
pour la croissance  
(2<sup>e</sup> au Québec)

Nous complétons une année charnière dans le développement de Garda. Nous pensons avoir atteint la masse critique nécessaire à l'obtention de solides résultats financiers. En effet, je crois que nos réalisations témoignent clairement du bien-fondé de notre stratégie qui consiste à assurer une croissance énergique à l'interne, tout en soutenant une politique d'acquisition d'entreprises à valeur ajoutée. L'augmentation de notre présence dans des secteurs dont les marges bénéficiaires sont plus élevées nous laisse croire que nous entrons dans une ère de croissance importante des profits.

Nos grandes réalisations comprennent l'acquisition des actifs de Sécur, l'obtention du contrat à l'Aéroport international Lester B. Pearson et notre certification ISO 9001:2000. Ces réalisations démontrent notre capacité à demeurer centrés sur notre principal objectif : maximiser la valeur de l'entreprise.

**Sécur – une réalisation d'envergure**

L'acquisition des actifs de Sécur constitue une réalisation d'envergure. Sa compatibilité naturelle avec Garda, attribuable à la complémentarité des deux sociétés, a pour effet de consolider notre position de leader au Québec en plus d'offrir de très intéressantes avenues de croissance au Canada. Nous achevons l'intégration des deux sociétés, laquelle procurera d'importantes synergies.

**Sécurité aéroportuaire – une initiative stratégique**

L'exercice 2004 s'est terminé avec l'annonce de l'obtention du plus important contrat de notre histoire.

En avril 2004, nous avons débuté les services de vérification préalable à l'embarquement au principal aéroport au pays, l'Aéroport international Lester B. Pearson de Toronto. Ces services ont nécessité la mise en place d'une nouvelle force comptant près de 1500 professionnels de la sécurité. Nous comptons bien nous imposer rapidement dans ce secteur en pleine croissance. En tant qu'entreprise canadienne, nous sommes fiers de pouvoir contribuer aux efforts de sécurité nationale.

**L'amélioration continue**

Garda compte aujourd'hui près de 8000 employés au Canada. Cependant, nous ne visons pas uniquement le titre de plus grande entreprise au pays dans notre secteur d'activité, mais surtout celui de meilleure entreprise.

C'est pour cette raison que nous avons poursuivi notre cheminement en vue de toujours nous assurer d'une performance optimale à ce chapitre. Cette année, nous avons franchi une étape importante de notre programme d'amélioration continue avec l'obtention de la certification ISO 9001:2000. Encore une fois, nous nous positionnons comme étant des pionniers dans notre secteur d'activité, aucune autre entreprise de notre envergure ne s'est lancée dans un tel processus d'amélioration continue avant nous. C'est tout à l'honneur de nos employés qui ont participé à ce processus.

## Une stratégie de croissance pour maximiser la valeur de l'entreprise :

- CIBLER LES ACQUISITIONS PERMETTANT D'ACCROÎTRE LA GAMME DE PRODUITS AINSI QUE LA PRÉSENCE GÉOGRAPHIQUE.
- DÉVELOPPER UNE PRÉSENCE PAN-CANADIENNE POUR FAVORISER LA CROISSANCE DES SERVICES DE SÉCURITÉ ET DE TRANSPORT DES VALEURS.
- PRIVILÉGIER LES SECTEURS QUI GÉNÈRENT DES VENTES AVEC DES MARGES PLUS ÉLEVÉES.



### Perspectives

Les perspectives de croissance demeurent excellentes. Le marché nord-américain de la sécurité demeure extrêmement fragmenté et segmenté, ce qui crée nécessairement de nombreuses occasions de croissance. De plus, le climat géopolitique n'a fait qu'accroître la demande en matière de services de sécurité de la part des grandes entreprises et organismes gouvernementaux. Compte tenu de notre situation actuelle, nous sommes en excellente position pour poursuivre notre développement.

### Remerciements

Je me dois de louer l'ensemble de nos employés pour leurs efforts remarquables au cours de cette année des plus intenses. Nous aurons grandement besoin d'eux puisque la prochaine année s'annonce tout aussi intense.

Des remerciements vont également aux membres du conseil d'administration pour leur œil critique et leur appui indéfectible tout au long de cette année. J'aimerais également souligner le départ de deux membres qui ne solliciteront pas de nouveaux mandats : MM. François Couture et Louis-Philippe Séguin. François quitte après cinq ans au conseil et il peut certainement dire : « Mission accomplie ! » Je remercie François pour ses précieux conseils. Quant à Louis-Philippe, je me rappellerai de lui comme celui qui aura été la première personne à accepter de financer notre développement. Je tiens à le remercier sincèrement en lui souhaitant le plus grand des succès dans tous ses autres projets.

Malgré notre grand héritage, nous ne complétons que notre neuvième année d'existence. Bien que nous ayons parcouru un chemin remarquable, ce n'est qu'un début. En effet, nous venons seulement de terminer la troisième manche. Et nous savons tous qu'un match en contient neuf. L'avenir s'annonce donc très prometteur !

Le président et chef de la direction,

(Signé)

**Stéphane D. Crétier, MBA**

2004

Garda se positionne dans le secteur des services de sécurité électronique grâce à des ententes stratégiques pour la distribution de systèmes d'enregistrement vidéo numérique au Canada

Octroi du contrat de Postes Canada pour la prestation de services de sécurité dans certaines de ses installations au Canada

Inscription des actions de Garda à la cote de la Bourse de Toronto (TSX:GW)

Conclusion de l'acquisition de Sécur, ce qui ajoute 50 millions de dollars au chiffre d'affaires et permet à Garda de se positionner parmi les chefs de file du domaine des services de sécurité et du transport de valeurs

Certification ISO 9001:2000 : première entreprise de sécurité de notre envergure au Canada à obtenir cette reconnaissance de qualité

Octroi du contrat de l'Association canadienne pour la sûreté du transport aérien pour la prestation de services de contrôle de sécurité à l'Aéroport international Lester B. Pearson de Toronto

Garda est la première et la seule entreprise du secteur de la sécurité au Canada à offrir une gamme complète de services, selon une approche de guichet unique. Elle jouit d'une solide réputation auprès tant des entreprises que des organismes gouvernementaux.

En matière de sécurité physique, Garda offre un vaste éventail de services complémentaires : des agents de sécurité aux services d'enquête, en passant par la prévention des pertes dans les commerces de détail, les services de patrouille et d'inspection, la gestion de la sécurité dans les relations de travail, les services de consultation – analyse de risques et formation – ainsi que divers services spéciaux et tactiques.

← Sécurité physique

# UN GUICHET UNIQUE

Transports de valeurs →

Avec l'acquisition de Sécur, un chef de file au Québec avec près de 70 % des parts de marché et un chiffre d'affaires de 50 millions de dollars, Garda a fait une entrée en force dans le domaine du transport des valeurs, qui comprend à la fois le transport par camions blindés, les services d'entretien de guichet automatique et les services de gestion du numéraire. Garda se retrouve parmi les trois principaux acteurs de ce secteur au Canada. Elle entend y accroître sa présence, notamment en concentrant ses efforts sur la proposition de contrats de service couvrant l'ensemble du territoire canadien aux principales institutions financières et aux grands détaillants.

← Sécurité électronique

Garda possède un solide savoir-faire en matière de sécurité électronique. Les clients ont accès à des services évolués de systèmes de cartes d'accès, de caméras en circuit fermé, d'alarme et de surveillance à distance ainsi que d'autres produits de surveillance et de protection. Garda est le distributeur de plusieurs produits, notamment des systèmes d'enregistrement vidéo numérique. Ainsi, les entreprises clientes bénéficient de solutions simples, complètes et efficaces permettant une protection optimale de leurs installations.

LA PRÉSENTE ANALYSE PAR LA DIRECTION FOURNIT DE L'INFORMATION SUR LES ACTIVITÉS DE CORPORATION DE SÉCURITÉ GARDA WORLD (LA « SOCIÉTÉ ») SUR UNE BASE CONSOLIDÉE, AINSI QU'UNE COMPARAISON DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR LES PÉRIODES DE DOUZE MOIS TERMINÉES LE 31 JANVIER 2004 ET LE 31 JANVIER 2003. CETTE INFORMATION DOIT ÊTRE LUE EN PARALLÈLE AVEC LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET LES NOTES Y AFFÉRENTES.

### Résultats d'exploitation

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004 (exercice 2004), les ventes s'élèvent à 95 312 578 \$, comparativement à 85 105 736 \$ pour l'exercice précédent, une augmentation de 10 206 842 \$ ou 12 %. Les ventes provenant du secteur de la sécurité physique totalisent 76 563 065 \$ pour l'exercice 2004 (85 105 736 \$ en 2003) alors que les ventes provenant du secteur du transport de valeurs ont atteint 18 749 513 \$ pour la même période. Cette importante hausse est principalement due au fait que la Société a poursuivi la mise en application de son programme d'acquisitions stratégiques. Toutefois, la hausse attribuable à l'acquisition des actifs de Sécur a été atténuée en raison de revenus provenant des événements spéciaux inférieurs à ceux de l'exercice précédent.

Le bénéfice brut a augmenté de 3 553 604 \$ ou 42 %, passant de 8 517 043 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2003 à 12 070 647 \$ pour l'exercice 2004. La marge bénéficiaire, en pourcentage des ventes, est passée de 10,0 % à 12,7 %. Cette amélioration considérable du bénéfice brut est directement attribuable à l'augmentation des ventes générée par le nouveau secteur du transport de valeurs, qui offre une marge bénéficiaire plus importante.

Les frais de vente et d'administration ont totalisé 9 449 004 \$ (9,9 % des ventes) pour l'exercice 2004 comparativement à 5 138 052 \$ (6,0 % des ventes) pour l'exercice 2003. Cette hausse s'explique par la mise en place de la structure administrative en vue de l'acquisition des actifs de Sécur et par l'expansion géographique débutée au cours de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations corporelles est passé de 855 841 \$ pour l'exercice 2003 à 1 438 396 \$ pour l'exercice 2004. L'amortissement supplémentaire du matériel roulant, de l'équipement et des améliorations locatives à la suite de l'acquisition des actifs de Sécur compte pour 478 297 \$ de la hausse totale de 582 555 \$. L'amortissement des contrats de service et relations clients s'élève à 126 456 \$ pour l'exercice 2004. Cet amortissement est entièrement relié à l'acquisition des contrats de service et relations clients lors de l'acquisition des actifs de Sécur. Les contrats de service et relations clients sont amortis linéairement sur une période de 12 ans.

Le bénéfice provenant des activités poursuivies avant frais financiers et impôts sur les bénéfices est passé de 2 523 150 \$ pour l'exercice 2003 à 1 056 791 \$ pour l'exercice 2004. Le secteur de la sécurité physique a généré un bénéfice de 560 950 \$ (2 523 150 \$ pour l'exercice 2003) alors que le secteur du transport de valeurs a quant à lui généré un bénéfice de 495 841 \$.

Les frais d'intérêts totaux ont augmenté de 396 217 \$, pour s'établir à 1 128 472 \$ pour l'exercice 2004 comparativement à 732 255 \$ pour l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable au financement par emprunts mis en place pour l'acquisition des actifs de Sécur ainsi qu'aux contrats de location-acquisition de matériel roulant assumés lors de cette même acquisition. L'amortissement des frais de financement reportés est passé de 101 000 \$ pour l'exercice 2003 à 88 448 \$ pour l'exercice 2004, en baisse de 12 552 \$. Les frais de financement reportés incluent les frais relatifs aux financements bancaires et aux débiteures convertibles.

La reconnaissance des actifs d'impôts futurs, principalement attribuables aux écarts temporaires provenant des actifs tangibles et des pertes fiscales, a généré un recouvrement d'impôts sur le revenu de 82 000 \$ comparativement à une provision pour impôts de 570 000 \$ l'année dernière. Il n'y a aucun recouvrement ou déboursé de fonds engendré par la reconnaissance de ces actifs d'impôts reportés.

La perte provenant des activités poursuivies pour l'exercice 2004 s'élève à 78 129 \$ comparativement à un bénéfice net de 1 119 895 \$ pour l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice, la Société a décidé de se départir de sa division de logiciel de gestion des mesures d'urgence. Ces activités abandonnées ont généré une perte de 729 292 \$ pour l'exercice 2004 comparativement à une perte de 148 263 \$ pour l'exercice précédent. Cette perte de 729 292 \$ comprend une perte nette d'exploitation de 167 092 \$ (148 263 \$ pour l'exercice 2003) et une baisse de valeur permanente de l'écart d'acquisition de Soft Management et de Softalarm au montant de 562 200 \$. Cette baisse de valeur permanente reflète le prix de vente négocié pour la cession des actifs de Soft Management et de Softalarm conclue en février 2004. La conclusion de cette transaction permettra à la Société de réduire ses coûts d'exploitation annuels d'environ 250 000 \$ et de se concentrer sur le développement de ses principaux secteurs d'activité. L'évaluation des autres écarts d'acquisition au 31 janvier 2004 n'a requis aucune autre baisse de valeur permanente.

La perte nette pour l'exercice 2004 se chiffre à 807 421 \$ (0,03 \$ par action) comparativement à un bénéfice net de 971 632 \$ (0,04 \$ par action) pour l'exercice 2003.

### Flux de trésorerie

La marge brute d'autofinancement des activités poursuivies s'élève à 1 498 103 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004 comparativement à 2 725 939 \$ pour l'exercice précédent. Cette diminution de 1 227 836 \$ est directement attribuable à la baisse du bénéfice net provenant des activités poursuivies.

Les variations nettes du solde hors caisse du fonds de roulement ont entraîné une augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 6 509 378 \$ comparativement à une utilisation de 1 033 220 \$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation des flux de trésorerie résulte d'une amélioration du délai de recouvrement des comptes à recevoir et de l'augmentation des comptes à payer relatifs aux dépôts de clients commerciaux.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré 3 926 160 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004 alors que pour l'exercice précédent ces activités ont mené à une utilisation de fonds au montant de 722 839 \$. Le refinancement des emprunts bancaires et de la dette à long terme en vue de l'acquisition des actifs de Sécur totalise 5 633 931 \$ alors que les sommes consacrées au remboursement de la dette à long terme s'élèvent à 1 389 076 \$. Au cours de l'exercice 2003, les fonds utilisés par les activités de financement ont servi au refinancement des emprunts bancaires et au rachat des débetures convertibles.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont nécessité une utilisation de fonds de 8 721 503 \$ pour l'exercice 2004 contre 1 072 906 \$ pour l'exercice 2003. L'acquisition des actifs de Sécur a totalisé 5 944 869 \$ alors que les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élevaient à 1 729 679 \$. Les acquisitions d'immobilisations corporelles du secteur de la sécurité physique ont totalisé 1 239 982 \$ (1 072 906 \$ pour l'exercice 2003) alors que celles du secteur du transport de valeurs se sont élevées à 489 697 \$.

Les activités abandonnées ont généré une utilisation de liquidités au montant de 237 756 \$ au cours de l'exercice 2004 comparativement à 210 738 \$ pour l'exercice 2003.

### Situation financière

La dette totale de la Société (excluant les crédits d'exploitation à court terme) s'élève à 15 963 533 \$ pour l'exercice 2004 comparativement à 1 716 431 \$ un an plus tôt. Cette augmentation de 14 247 102 \$ s'explique par le financement mis en place pour l'acquisition des actifs de Sécur. Cette acquisition a été financée par un solde de prix d'achat à payer de 5 000 000 \$ et par un emprunt bancaire de 7 500 000 \$. De plus, la Société a assumé des contrats de location-acquisition pour un total de 2 867 231 \$.

### Risques et incertitudes

La Société fait face, dans l'exercice de ses activités, à divers risques et incertitudes, notamment les risques liés à la variation des taux d'intérêt et les risques de crédit. Ces risques qui pourraient nuire au rendement de la Société sont régulièrement recensés, mesurés et surveillés. Afin de se protéger contre ces divers risques, la Société s'assure, entre autres, de conserver un ratio équilibré de dettes portant intérêt à taux fixe. Au 31 janvier 2004, 55,4 % de la dette à long terme de la Société était assujettie à un taux d'intérêt fixe comparativement à 51,4 % à la fin de l'exercice 2003. La Société vend ses services au Canada, et ses revenus sont réalisés sur une base contractuelle et sont habituellement récurrents année après année. Vu le nombre important de clients avec lesquels la Société transige ainsi que leur dispersion géographique et économique, la concentration des risques de crédit auxquels la Société est exposée reste limitée. Cependant, pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004, un client procurait approximativement 11,0 % des revenus de la Société.

### Perspectives

Les prochains mois seront consacrés à la poursuite de notre programme de développement de notre filiale de transport de valeurs récemment acquise, à la gestion du contrat récemment obtenu de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour la gestion des services de contrôle de sécurité pour le plus important aéroport canadien, l'Aéroport international Lester B. Pearson de Toronto, ainsi qu'au développement de nos trois principaux secteurs d'activité en vue de consolider notre position de leader au pays. De plus, la Société entend poursuivre sa stratégie de croissance dans des secteurs d'activité procurant des marges bénéficiaires plus importantes. La combinaison de ces facteurs devrait générer une amélioration de la rentabilité au cours des exercices à venir.

### Déclarations prospectives

Exception faite des données historiques, le présent rapport contient des informations et des déclarations concernant les résultats ultérieurs de la Société qui doivent être considérées comme étant de nature prospective. Ces déclarations prospectives sont assujetties à des risques, incertitudes et autres facteurs susceptibles d'influencer les résultats, performances et réalisations de la Société de sorte qu'ils pourraient être substantiellement différents des résultats, performances et réalisations que de telles déclarations prospectives pourraient laisser sous-entendre. Parmi les facteurs à l'origine de ces imprécisions, notons les fluctuations des résultats trimestriels, la capacité de la Société de mener à bien des acquisitions ou regroupements d'activités stratégiques à long terme et d'intégrer les acquisitions ou activités, l'évolution de la demande à l'égard des services offerts par la Société, les pressions exercées sur les prix par les concurrents, de même que la tendance générale du marché, la conjoncture économique et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités. La liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive.

Les états financiers consolidés de Corporation de Sécurité Garda World, qui sont présentés dans les pages qui suivent, ainsi que tous les renseignements contenus dans le présent rapport annuel, sont la responsabilité de la direction et font l'objet d'approbation par le conseil d'administration de la Société.

Ces états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils comprennent des montants fondés sur l'exercice de jugements et d'estimations. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel est conforme aux données présentées dans les états financiers.

Pour assurer la justesse et l'objectivité des données contenues dans les états financiers, la direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes. La direction croit que les contrôles comptables internes donnent l'assurance raisonnable que les documents financiers sont fiables et constituent une base adéquate pour l'établissement d'états financiers, et que les biens de l'entreprise sont convenablement comptabilisés et préservés.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité relativement aux états financiers contenus dans le présent rapport annuel, surtout par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification qui est principalement composé de membres externes, revoit les états financiers annuels de la Société et recommande qu'ils soient approuvés par le conseil d'administration. Les vérificateurs externes rencontrent périodiquement le comité de vérification pour discuter de la vérification, de la présentation de l'information financière et autres sujets connexes. Ces états financiers consolidés ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l., vérificateurs externes désignés par les actionnaires.

Le président et chef de la direction,

(Signé)

**Stéphane D. Crétier**, MBA

Le vice-président et chef de la direction financière,

(Signé)

**Alain Dumont**, CA

Montréal (Québec), Canada  
Le 7 mai 2004

Aux actionnaires de  
Corporation de Sécurité Garda World

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Corporation de Sécurité Garda World aux 31 janvier 2004 et 2003 et les états consolidés des bénéfices (pertes), des bénéfices non répartis (déficit) et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 janvier 2004 et 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(Signé)

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Comptables agréés**

Montréal (Québec), Canada  
Le 7 mai 2004

## BILANS CONSOLIDÉS

AUX 31 JANVIER 2004 ET 2003	2004 \$	2003 \$
<b>Actif</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	3 049 420	75 038
Placement à court terme restreint (note 14 c))	1 246 955	–
Comptes débiteurs (note 5)	12 541 714	11 343 972
Services à être facturés	659 697	1 919 639
Stocks	689 568	345 203
Impôts sur les bénéfices	–	38 568
Frais payés d'avance	481 483	182 045
Solde de prix de vente à recevoir	–	200 000
	18 668 837	14 104 465
<b>Immobilisations corporelles</b> (note 6)	10 466 406	1 456 655
<b>Écarts d'acquisition</b> , déduction faite de l'amortissement cumulé de 1 259 936 \$	4 607 088	4 607 088
<b>Contrats de service et relations clients</b> , déduction faite de l'amortissement cumulé de 126 456 \$	4 426 018	–
<b>Frais de financement reportés</b> , déduction faite de l'amortissement cumulé de 115 448 \$ (27 000 \$ en 2003)	586 072	157 825
<b>Impôts futurs</b> (note 12)	319 591	187 591
<b>Actifs à long terme destinés à la vente</b> (note 13)	964 412	1 455 923
	40 038 424	21 969 547
<b>Passif</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Emprunts bancaires (note 7)	3 034 150	5 380 393
Comptes créditeurs et charges à payer	14 875 459	8 337 242
Impôts sur les bénéfices	43 063	–
Revenus reportés	–	70 000
Partie à court terme de la dette à long terme (note 8)	2 418 867	384 398
	20 371 539	14 172 033
<b>Dette à long terme</b> (note 8)	13 006 693	582 833
<b>Débitures convertibles</b> (note 9)	537 973	749 200
	33 916 205	15 504 066
<b>Capitaux propres</b>		
<b>Capital-actions</b> (note 10)	6 190 112	5 710 953
<b>Droits de conversion</b> (note 9)	265 000	280 000
<b>Bénéfices non répartis (déficit)</b>	(332 893)	474 528
	6 122 219	6 465 481
	40 038 424	21 969 547

Approuvé par le Conseil,

(Signé)

Stéphan D. Crétier, administrateur

(Signé)

François Plamondon, administrateur

## BÉNÉFICES (PERTES) CONSOLIDÉS

	2004	2003
	\$	\$
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 JANVIER 2004 ET 2003		
<b>Ventes</b>	95 312 578	85 105 736
<b>Coût des ventes</b>	83 241 931	76 588 693
<b>Bénéfice brut</b>	12 070 647	8 517 043
<b>Frais d'exploitation</b>		
Frais de vente et d'administration	9 449 004	5 138 052
Amortissement des immobilisations corporelles	1 438 396	855 841
Amortissement des contrats de service et relations clients	126 456	—
	11 013 856	5 993 893
<b>Bénéfice provenant des activités poursuivies avant frais financiers et impôts sur les bénéfices</b>	1 056 791	2 523 150
<b>Frais financiers</b>		
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures convertibles	499 410	348 327
Autres intérêts	629 062	383 928
Amortissement et radiation des frais de financement reportés	88 448	101 000
	1 216 920	833 255
<b>Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices</b>	(160 129)	1 689 895
<b>Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices</b> (note 12)		
Impôts exigibles	50 000	—
Impôts futurs	(132 000)	570 000
	(82 000)	570 000
<b>Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies</b>	(78 129)	1 119 895
<b>Activités abandonnées</b> (note 13)	(729 292)	(148 263)
<b>Bénéfice net (perte) de l'exercice</b>	(807 421)	971 632
<b>Bénéfice net (perte) de base et dilué par action provenant des activités poursuivies</b>	0,00	0,05
<b>Bénéfice net (perte) de base et dilué par action</b> (note 10 g))	(0,03)	0,04

## BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT) CONSOLIDÉS

	2004	2003
	\$	\$
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 JANVIER 2004 ET 2003		
<b>Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice</b>	474 528	(497 104)
Bénéfice net (perte) de l'exercice	(807 421)	971 632
<b>Bénéfices non répartis (déficit) à la fin de l'exercice</b>	(332 893)	474 528

## FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	2004	2003
	\$	\$
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 JANVIER 2004 ET 2003		
<b>Flux de trésorerie liés aux</b>		
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net (perte) provenant des activités poursuivies	(78 129)	1 119 895
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 438 396	855 841
Amortissement des contrats de service et relations clients	126 456	—
Amortissement et radiation des frais de financement reportés	88 448	101 000
Impôts futurs	(132 000)	570 000
Intérêts courus sur les débetures	54 932	29 200
Prime courue applicable sur les débetures	—	50 003
	1 498 103	2 725 939
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 11)	6 509 378	(1 033 220)
	8 007 481	1 692 719
<b>Activités de financement</b>		
Diminution des emprunts bancaires	(2 346 243)	(138 318)
Nouvelle dette à long terme	7 980 174	1 111 108
Versements sur la dette à long terme	(1 389 076)	(234 419)
Émission de débetures convertibles	—	1 000 000
Rachat de débetures convertibles	—	(2 346 385)
Frais de financement reportés	(516 695)	(184 825)
Émission d'actions	198 000	70 000
	3 926 160	(722 839)
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'entreprise, déduction faite des espèces et quasi-espèces acquises (note 4)	(5 944 869)	—
Augmentation du placement à court terme restreint	(1 246 955)	—
Diminution du solde de prix de vente à recevoir	200 000	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 729 679)	(1 072 906)
	(8 721 503)	(1 072 906)
<b>Variation des espèces et quasi-espèces des activités poursuivies</b>	3 212 138	(103 026)
<b>Diminution nette des espèces et quasi-espèces des activités abandonnées</b>	(237 756)	(210 738)
<b>Variation nette des espèces et quasi-espèces au cours de l'exercice</b>	2 974 382	(313 764)
<b>Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice</b>	75 038	388 802
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice</b>	3 049 420	75 038
<b>Renseignements additionnels</b>		
Intérêts payés	990 208	703 257
Impôts sur les bénéfices recouvrés	79 356	3 062

## 1 Mode de présentation et nature des activités

Le 13 août 1999, Corporation de Sécurité Garda World (la « Société ») complétait l'acquisition de la totalité des actions de Corporation de Sécurité Trans-Canada (« TC »). Cette transaction a été traitée à titre de prise de contrôle inversée de la Société par TC et comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, tel qu'il est prévu par les règles en vigueur pour ce type de transaction. La structure du capital-actions est celle de la Société.

La Société exerce ses activités dans le secteur de la prestation de solutions en matière de sécurité.

## 2 Principales conventions comptables

### Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, soit :

FILIALES	PARTICIPATION DÉTENU AUX 31 JANVIER	
	2004 %	2003 %
Groupe de Sécurité Garda inc.	100	100
Garda, Gestion de stationnement inc.	100	100
Riscon Services Limited	100	100
Corporation de transport en valeurs Garda inc.	100	—
Société en commandite Garda Sécur	100	—
Solutions de sécurité TransCanada inc.	100	—
Soft Management inc.	78	78
Softalarm inc.	78	78

### Estimations de la direction

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif, sur la présentation d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges des périodes visées. Les estimations importantes comprennent la provision pour créances douteuses, l'évaluation des écarts d'acquisition et des contrats de service et relations clients et certaines charges à payer. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

### Juste valeur marchande des instruments financiers

La Société a évalué la juste valeur marchande de ses instruments financiers en se basant sur les taux d'intérêt actuels, la valeur au marché et le prix actuel d'un instrument financier assorti de conditions comparables. À moins d'indication contraire, la valeur comptable de ces instruments financiers est considérée comme approximativement égale à leur juste valeur.

### Risque de crédit

La Société effectue une révision continue pour tous ses clients et comptabilise une provision pour les comptes douteux lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables.

### Constatation de produits

Les ventes sont constatées lorsque les services sont rendus. Les revenus sont constatés sur la base d'une facturation cyclique et incluent également les revenus courus pour services rendus mais non encore facturés.

### Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût spécifique.

## 2 Principales conventions comptables (suite)

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé correspondant. L'amortissement est calculé sur la durée d'utilisation prévue, selon les méthodes et aux taux annuels ou périodes qui suivent :

	MÉTHODE	TAUX/PÉRIODE
Mobilier de bureau	solde dégressif	20 %
Matériel informatique	solde dégressif	30 %
Équipement	solde dégressif	20 %
Matériel roulant	solde dégressif et linéaire	30 % et 4 ans
Véhicules blindés	linéaire	12 ans
Uniformes	linéaire	2 ans
Améliorations locatives	linéaire	5 et 9 ans

### Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais plutôt réévalués annuellement aux fins de constatation de perte de valeur et de radiation en date du 31 janvier, ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances nous indiquaient qu'il pourrait y avoir eu perte de valeur. Ce test de dépréciation est effectué principalement en déterminant si les flux de trésorerie futurs estimés actualisés excèdent la valeur comptable de l'écart d'acquisition. La Société a effectué un test de dépréciation des écarts d'acquisition au 1<sup>er</sup> février 2003 et au 31 janvier 2004 et a conclu qu'aucune perte de valeur ne devrait être reconnue, excepté pour la perte de valeur relativement à Soft Management inc. et Softalarm inc., tel qu'il est expliqué à la note 18.

### Contrats de service et relations clients

Les contrats de service et relations clients, qui ont été acquis lors d'une acquisition d'entreprise, sont enregistrés au coût moins l'amortissement cumulé. Ces actifs incorporels sont amortis de façon linéaire sur leur durée d'utilisation prévue de 12 ans. La Société évalue la valeur comptable de ces actifs à chaque exercice financier afin de déterminer s'il y a eu une perte de valeur qui ferait en sorte que la Société ne pourrait pas récupérer la valeur inscrite. Une telle évaluation est basée sur les flux de trésorerie futurs estimés non actualisés. Lorsqu'il est déterminé que la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est ramené à la valeur recouvrable nette et la charge est passée aux résultats dans ce même exercice.

### Frais de financement reportés

Les frais de financement reportés comprennent les frais de financement du prêt à terme et les frais d'émission des débetures convertibles et sont amortis de façon linéaire sur la durée respective de ces financements.

### Impôts futurs

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition qui est prévu être en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

### Montants par action

Les montants par action sont déterminés selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Les montants dilués par action sont déterminés en utilisant la méthode du rachat d'actions pour l'évaluation de l'effet de dilution des débetures convertibles, des bons de souscription, des options d'achat d'actions et autres instruments, le cas échéant. Selon cette méthode, les instruments qui ont un effet dilutif, soit lorsque le cours moyen de l'action pour la période est supérieur au prix d'exercice ou de levée, sont considérés avoir été exercés ou levés au début de la période et le produit obtenu est considéré avoir été utilisé pour racheter des actions ordinaires de la Société au cours moyen de l'action de la période.

## 2 Principales conventions comptables (suite)

### Options d'achat d'actions

Le 1<sup>er</sup> février 2002, la Société a adopté les nouvelles normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») concernant les rémunérations et autres paiements à base d'actions. La Société a choisi de ne pas utiliser la méthode de la juste valeur pour enregistrer l'octroi des options.

Aucune charge n'est constatée à l'égard du régime lorsque les options sont octroyées en faveur des dirigeants, administrateurs et employés si le prix d'exercice de ces options correspond au prix du marché lors de l'octroi. Toute contrepartie payée lors de la levée des options est portée au crédit du capital-actions. Si des options d'achat d'actions sont rachetées des bénéficiaires, l'excédent de la contrepartie payée par rapport à la valeur comptable de l'option d'achat d'actions annulée est porté aux bénéfices non répartis.

À compter du 1<sup>er</sup> février 2004, la Société utilisera la méthode de la juste valeur pour enregistrer l'octroi des options. Pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2005, une charge de rémunération sera constatée pour toutes les options octroyées depuis le 1<sup>er</sup> février 2002. Ce changement sera appliqué rétroactivement sans retraitement des états comparatifs.

L'information pro forma est présentée à la note 10 e).

## 3 Changements de conventions comptables

### a) Garanties

Le 1<sup>er</sup> février 2003, la Société a adopté les recommandations de la note d'orientation en comptabilité de l'ICCA concernant la présentation des garanties. Selon cette nouvelle note d'orientation, les sociétés sont tenues de présenter les informations significatives sur certains types de contrats de garantie qui requièrent des paiements en cas d'événements futurs spécifiques. L'information à fournir comprend la nature de la garantie, le contexte dans lequel la garantie a été donnée, les événements ou circonstances qui déclencheront son application, le montant potentiel maximal des paiements futurs en vertu de la garantie, la valeur comptable actuelle du passif inscrit et la nature de tout recours ou actif détenu à titre de sûreté. L'adoption de cette recommandation n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

### b) Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités

La Société a adopté les recommandations du Manuel de l'ICCA concernant la sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités qui s'appliquent aux opérations de sortie amorcées à compter du 1<sup>er</sup> mai 2003. Ces recommandations définissent les normes de constatation, de mesure, de présentation et d'information applicables à la sortie d'actifs à long terme, ainsi que les normes de présentation et d'information applicables aux activités abandonnées. La vente prévue des actifs décrite aux notes 13 et 18 a été comptabilisée selon ces nouvelles règles.

### Nouvelles normes comptables non encore appliquées

### c) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

En mars 2003, l'ICCA a publié le chapitre 3110 du Manuel, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ». Selon ce chapitre, les entités sont tenues de constater une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation à sa juste valeur dans la période au cours de laquelle elle naît si une estimation raisonnable de cette juste valeur peut être établie. L'application de cette norme n'entraînera pas de répercussions importantes sur la position financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

### d) Principes comptables généralement reconnus

En juillet 2003, l'ICCA a publié de nouveaux chapitres du Manuel : le chapitre 1100, « Principes comptables généralement reconnus », et le chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers », qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2003. Le chapitre 1100 fournit des indications sur la hiérarchie des différentes règles et autres sources à consulter pour les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »). Quant au chapitre 1400, il clarifie en quoi consiste une image fidèle selon les PCGR. De plus, en vertu du chapitre 1100, les pratiques de l'industrie ne constituent plus un facteur dans la détermination des PCGR. Aucune répercussion importante sur les états financiers consolidés n'est prévue à la suite de l'application de cette nouvelle norme.

**4 Acquisition d'entreprise**

Le 28 septembre 2003, la Société, par l'entremise d'une de ses filiales en propriété exclusive, a acquis les actifs nets des activités de transport de valeurs de Sécur Inc., une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec. Le prix d'achat total a été de 12 241 886 \$, y compris un montant en espèces et quasi-espèces acquises de 1 297 017 \$.

Cette transaction a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise ont été inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

La répartition du prix d'achat se détaille comme suit :

	\$
<b>Actifs nets acquis (passifs pris en charge)</b>	
Actifs à court terme	2 677 472
Immobilisations corporelles	8 718 493
Contrats de service et relations clients	4 552 474
Passifs à court terme	(2 136 339)
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	(2 867 231)
<b>Actifs net acquis, déduction faite des espèces et quasi-espèces acquises</b>	<b>10 944 869</b>
<b>Espèces et quasi-espèces acquises</b>	<b>1 297 017</b>
<b>Actifs nets acquis</b>	<b>12 241 886</b>
<b>Contrepartie payée</b>	
Contrepartie monétaire	5 000 000
Frais de transaction	2 241 886
Solde de prix d'achat à payer (note 8)	5 000 000
	<b>12 241 886</b>

**5 Comptes débiteurs**

	2004	2003
	\$	\$
Clients	12 035 238	11 054 498
Avance à un dirigeant, ne portant pas intérêt	136 519	121 519
Autres	369 957	167 955
	<b>12 541 714</b>	<b>11 343 972</b>

**6 Immobilisations corporelles**

	2004			2003		
	COÛT \$	AMORTISSEMENT CUMULÉ \$	MONTANT NET \$	COÛT \$	AMORTISSEMENT CUMULÉ \$	MONTANT NET \$
Mobilier de bureau	870 635	363 115	507 520	392 531	320 148	72 383
Matériel						
informatique	734 339	321 770	412 569	488 507	241 428	247 079
Équipement	2 067 303	477 797	1 589 506	503 724	367 455	136 269
Matériel roulant	1 709 647	636 963	1 072 684	723 688	446 147	277 541
Véhicules blindés	3 396 712	119 574	3 277 138	—	—	—
Uniformes	2 812 353	2 156 917	655 436	2 161 063	1 470 582	690 481
Améliorations						
locatives	3 174 485	222 932	2 951 553	87 242	54 340	32 902
	14 765 474	4 299 068	10 466 406	4 356 755	2 900 100	1 456 655

Au 31 janvier 2004, le coût et l'amortissement cumulé des immobilisations corporelles acquises en vertu de contrats de location-acquisition étaient respectivement de 3 171 994 \$ et 162 005 \$ (néant en 2003).

**7 Emprunts bancaires**

Les emprunts bancaires, d'un montant autorisé de 12 250 000 \$, portent intérêt au taux préférentiel majoré de 1,5 %.

Les comptes débiteurs, les services à être facturés, une cession générale des créances ainsi qu'une hypothèque mobilière sur l'universalité des actifs présents et futurs de la Société ont été portés en garantie des emprunts bancaires.

**8 Dette à long terme**

	2004 \$	2003 \$
Prêt à terme, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,0 %, comportant les mêmes droits et garanties que les emprunts bancaires, remboursable en 60 versements mensuels de capital de 125 000 \$, de novembre 2003 jusqu'à octobre 2008	7 125 000	—
Solde de prix d'achat à payer, portant intérêt à un taux égal au coût des fonds de la Caisse centrale Desjardins, remboursable en 20 versements trimestriels consécutifs de capital de 250 000 \$ à partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2005	5 000 000	—
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt à différents taux se situant entre 5,7 % et 9,5 %, remboursables en versements mensuels d'un montant maximal de 83 976 \$, incluant le capital et les intérêts, échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2008	2 978 827	—
Emprunts portant intérêt au taux moyen de 0,7 %, garantis par de l'équipement, du mobilier de bureau et du matériel roulant, remboursables en versements mensuels d'un maximum de 8 587 \$, incluant le capital et les intérêts, échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2007	321 733	133 898
Prêt à terme portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,75 %, remboursé au cours de l'exercice	—	833 333
	15 425 560	967 231
Moins la partie à court terme	2 418 867	384 398
	13 006 693	582 833

**8 Dette à long terme (suite)**

Les paiements de capital de la dette à long terme requis pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

	\$
2005	2 418 867
2006	2 777 855
2007	3 148 543
2008	3 141 421
2009	2 438 874

**9 Débentures convertibles**

	2004 \$	2003 \$
Débentures convertibles, subordonnées aux emprunts bancaires et au prêt à terme	485 000	720 000
Intérêts courus sur les débentures	52 973	29 200
	537 973	749 200

Le 11 juillet 2002, la Société a émis 750 000 \$ en débentures convertibles de série A ainsi que 250 000 \$ en débentures convertibles de série B, chacune étant rachetable le 11 juillet 2007. Ces séries portent toutes deux un coupon d'intérêt annuel de 10 %, payable semestriellement, et sont convertibles en actions de catégorie « A », au gré du détenteur, en tout temps jusqu'à échéance selon des prix escalatoires de conversion variant de 0,75 \$ à 1,05 \$ par action, ou au gré de l'émetteur, à partir de la troisième année de l'émission jusqu'à échéance selon des prix escalatoires de conversion variant de 0,75 \$ à 1,05 \$ par action, pourvu que le cours de clôture soit supérieur à 1,20 \$ dans les 20 jours précédant la conversion. Lors de l'émission de la série B, 333 333 bons de souscription avaient également été octroyés, et pouvaient être levés à un prix de 0,75 \$ par action jusqu'au 11 juillet 2004.

La composante dette des débentures convertibles s'élevait à 720 000 \$ à la date d'émission, représentant la valeur actualisée des paiements d'intérêt et de capital jusqu'au 11 juillet 2007, et a été comptabilisée dans les passifs à long terme. La composante capitaux propres s'élevait quant à elle à 280 000 \$, représentant la valeur des bons de souscription et de l'option de conversion, et a été comptabilisée dans les capitaux propres à titre de droits de conversion.

La composante dette sera augmentée à 750 000 \$ (1 000 000 \$ en 2003) sur la durée de cet instrument financier afin de refléter, à des fins comptables, un taux d'intérêt annuel de 22 %, représentant l'estimation d'un taux d'intérêt d'instruments similaires de dette qui ne comportent pas de composante capitaux propres.

Durant l'exercice 2004, les débentures convertibles de série B ont été converties par le détenteur en 333 334 actions de catégorie « A » de la Société. À la suite de la conversion, la composante dette, la composante capitaux propres et les intérêts courus y afférents d'un montant de 281 159 \$ ont été transférés au capital-actions.

**10 Capital-actions**

a) Autorisé en nombre illimité, sans valeur nominale

Actions de catégorie « A », votantes et participantes

Actions de catégorie « B », pouvant être émises en séries. Les administrateurs sont autorisés à déterminer le nombre d'actions dans chacune des séries et à déterminer la désignation, les droits, les privilèges et les conditions rattachés aux actions de chacune des séries

b) Émis et payé

Les mouvements dans le capital-actions émis au cours des deux derniers exercices se résument comme suit :

	NOMBRE D' ACTIONS DE CATÉGORIE « A »		\$
Solde au 31 janvier 2002	23 185 832	5 640 953	
Émises à la suite de la levée d'options	200 000	70 000	
Solde au 31 janvier 2003	23 385 832	5 710 953	
Émises à la suite de la conversion des débetures de série B (note 9)	333 334	281 159	
Émises à la suite de la levée d'options	280 000	198 000	
Solde au 31 janvier 2004	23 999 166	6 190 112	

c) Bons de souscription

Dans le cadre de l'émission des débetures convertibles, le 11 juillet 2002 (note 9), 333 333 bons de souscription ont été octroyés. Au 31 janvier 2004, ces bons de souscription sont toujours en circulation.

d) Options

La Société a adopté un régime d'attribution d'options d'achat d'actions de catégorie « A » (le « Régime ») qui stipule qu'un maximum de 10 % des actions émises de catégorie « A » sont réservées et offertes en options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et autre personnel clé de la Société. Le Régime stipule que les termes de l'option ainsi que le prix seront établis par les administrateurs et les autorités boursières compétentes, assujettis aux restrictions de prix et autres exigences.

Le tableau suivant résume le mouvement des options d'achat d'actions de catégorie « A » :

	2004		2003	
	NOMBRE D' ACTIONS	PRIX D' EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D' ACTIONS	PRIX D' EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
Options attribuées au début de l'exercice	956 785	0,48	1 446 785	0,56
Attribuées	1 330 000	1,16	—	—
Levées	(280 000)	0,71	(200 000)	0,35
Ayant fait l'objet d'une forclusion	(160 000)	0,86	—	—
Annulées après expiration	—	—	(290 000)	0,98
Options attribuées à la fin de l'exercice	1 846 785	0,90	956 785	0,48

**10 Capital-actions (suite)**

## d) Options

Le tableau suivant résume l'information sur les options d'achat d'actions de catégorie « A » en circulation et pouvant être levées au 31 janvier 2004 :

PRIX D'EXERCICE \$	OPTIONS EN CIRCULATION			OPTIONS POUVANT ÊTRE LEVÉES	
	NOMBRE D' ACTIONS	DURÉE CONTRACTUELLE MOYENNE PONDÉRÉE À COURIR (EN ANNÉES)	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	NOMBRE D' ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
0,35	634 285	0,45	0,35	634 285	0,35
0,85	400 000	2,71	0,85	200 000	0,85
1,00	267 500	4,16	1,00	17 500	1,00
1,25	50 000	4,91	1,25	—	—
1,50	195 000	4,90	1,50	—	—
1,60	300 000	4,94	1,60	—	—
	1 846 785	2,80	0,90	851 785	0,48

- e) Au cours de l'exercice, la Société a octroyé 1 330 000 options d'achat d'actions de catégorie « A » comportant un prix d'exercice de 0,85 \$ à 1,60 \$. La Société n'a comptabilisé aucun coût de rémunération. Si le coût de rémunération avait été déterminé selon la méthode de la juste valeur aux dates d'attribution des options d'achat d'actions, le bénéfice net et les données afférentes aux résultats par action de l'exercice auraient été diminués aux chiffres pro forma présentés dans le tableau suivant :

	PRÉSENTÉS \$	PRO FORMA \$
Perte provenant des activités poursuivies	(78 129)	(262 198)
Perte par action de base et diluée	0,00	(0,01)
Perte nette de l'exercice	(807 421)	(991 490)
Perte par action de base et diluée	(0,03)	(0,04)

La juste valeur des options octroyées a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	de 1,88 % à 3,30 %
Durée prévue	de 2 à 5 ans
Volatilité	de 67 % à 84 %
Dividende prévu de l'action	0 %

## f) Actions entières

Au 31 janvier 2004, il n'y avait plus d'actions de catégorie « A » qui étaient entières. Au 31 janvier 2003, 2 044 455 actions de catégorie « A » étaient entières et ont été libérées comme suit :

- 1 600 000 actions de catégorie « A » étaient entières et ont été libérées à la suite de la performance enregistrée au cours de l'exercice;
- 322 222 actions de catégorie « A » étaient entières contractuellement pour une période restante de un an et ont été libérées à la date anniversaire de l'acquisition de Soft Management inc., soit le 22 novembre 2003;
- 45 455 actions de catégorie « A » étaient entières contractuellement pour une période restante de un an et ont été libérées à la date anniversaire de l'acquisition de Riscon Services Limited, soit le 5 octobre 2003;
- 10 111 actions de catégorie « A » étaient entières contractuellement pour une période restante de un an et ont été libérées à la date anniversaire de l'acquisition de Garda, Gestion de stationnement inc. (auparavant 9022-4528 Québec inc.), soit le 1<sup>er</sup> mai 2003;
- 66 667 actions de catégorie « A » étaient entières contractuellement pour une période restante de un an et ont été libérées à la date anniversaire de l'acquisition de Systèmes de Sécurité Lister & Stop inc. (maintenant liquidée dans Groupe de Sécurité Garda inc.), soit le 1<sup>er</sup> février 2003.

**10 Capital-actions (suite)**

g) Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net (perte) de base par action :

	2004	2003
Bénéfice net (perte) de l'exercice	(807 421)\$	971 632 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	23 504 946	23 244 165
Nombre d'actions dont l'émission est conditionnelle	—	(1 600 000)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat de base par action	23 504 946	21 644 165
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	—	329 670
Actions dont l'émission est conditionnelle	—	1 600 000
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	23 504 946	23 573 835
Bénéfice net (perte) de base et dilué par action	(0,03)\$	0,04 \$

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2004, le nombre moyen pondéré des actions en circulation potentiellement dilutives était égal au nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base puisque l'effet des débetures convertibles de série A, des bons de souscription et des options d'achat d'actions aurait été antidilutif. Par conséquent, la perte diluée par action pour l'exercice a été calculée en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base.

Cependant, si le bénéfice par action de base de la Société avait été positif, les débetures convertibles de série A, les bons de souscription et les options d'achat d'actions auraient eu un effet de dilution et auraient résulté en des actions additionnelles de 1 000 000, 121 469 et 504 752, respectivement, aux fins du calcul du nombre moyen pondéré d'actions et en l'augmentation de 74 730 \$ du bénéfice net de l'exercice, utilisés dans le calcul du bénéfice dilué par action.

Pour l'exercice terminé le 31 janvier 2003, les titres ci-après ont été exclus du calcul des actions potentiellement dilutives, étant donné que le prix de levée était supérieur au cours moyen des actions : 242 500 options d'achat d'actions ayant une fourchette de prix de levée de 0,85 \$ à 1,00 \$ et 333 333 bons de souscription au prix d'exercice de 0,75 \$. De plus, la conversion des débetures en actions de catégorie « A » aurait eu un effet antidilutif sur le bénéfice net par action.

**11 Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement**

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2004	2003
	\$	\$
Diminution (augmentation) des		
Comptes débiteurs	874 902	(1 263 622)
Services à être facturés	1 259 942	326 625
Stocks	(56 232)	(146 378)
Impôts sur les bénéfices	38 568	3 062
Frais payés d'avance	17 257	29 798
Augmentation (diminution) des		
Comptes créditeurs et charges à payer	4 401 878	47 295
Impôts sur les bénéfices	43 063	—
Revenus reportés	(70 000)	(30 000)
	6 509 378	(1 033 220)

**12 Impôts sur les bénéfices**

a) Le taux d'imposition sur les bénéfices provenant des activités poursuivies diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2004	2003
Taux combiné d'imposition de base du Canada et du Québec	31,0 %	33,1 %
	\$	\$
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices fondée sur le taux combiné d'imposition de base du Canada et du Québec	(49 640)	559 355
Autres écarts permanents et autres	(32 360)	10 645
	(82 000)	570 000
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices		
Impôts exigibles	50 000	—
Impôts futurs	(132 000)	570 000
	(82 000)	570 000

b) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	2004	2003
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Pertes reportables et frais d'émission	1 207 921	158 985
Bénéfices reportés de la Société en commandite Garda Sécur	(881 803)	—
Immobilisations corporelles	134 596	137 682
Autres	59 892	13 939
	520 606	310 606

c) La Société et ses filiales ont cumulé des pertes fiscales autres qu'en capital et des frais d'émission déductibles totalisant environ 3 623 000 \$ qui peuvent être reportés et portés en diminution du revenu imposable des exercices à venir, et pour lesquels un avantage fiscal a été comptabilisé. Ces pertes et ces frais d'émission peuvent être réclamés au plus tard les :

	\$
31 janvier 2005	42 000
2007	27 000
2008	1 000
2009	26 000
2010	218 000
2011	3 309 000

**13 Activités abandonnées**

Au cours de l'exercice, la Société a décidé d'abandonner l'exploitation de Soft Management inc. et de Softalarm inc. Ces filiales développaient et vendaient des applications informatiques dans le secteur de la sécurité. Tel qu'il est expliqué à la note 18, les actifs de ces filiales ont été vendus le 28 février 2004.

Les résultats de ces activités abandonnées se présentent comme suit :

	2004	2003
	\$	\$
<b>Ventes</b>	9 500	117 056
<b>Perte avant impôts sur les bénéfices et provision pour moins-value de l'écart d'acquisition</b>	(245 092)	(218 263)
Recouvrement d'impôts futurs	78 000	70 000
<b>Perte avant provision pour moins-value de l'écart d'acquisition</b>	(167 092)	(148 263)
Provision pour moins-value de l'écart d'acquisition (note 18)	(562 200)	—
<b>Perte nette</b>	(729 292)	(148 263)
<b>Perte nette de base et diluée par action</b>	(0,03)	(0,01)

Les actifs à long terme des activités abandonnées qui sont destinés à la vente se présentent comme suit :

	2004	2003
	\$	\$
Immobilisations corporelles	17 747	25 058
Écart d'acquisition	745 650	1 307 850
Impôts futurs	201 015	123 015
	964 412	1 455 923

**14 Engagements et éventualités**

a) La Société a des engagements de location pour des espaces à bureau et du matériel roulant. Les versements minimaux s'établissent comme suit pour les cinq prochains exercices :

	\$
2005	1 075 770
2006	816 832
2007	624 750
2008	456 073
2009	324 848

**14 Engagements et éventualités (suite)**

- b) Tel qu'il est stipulé dans le contrat d'acquisition d'actif conclu avec la Fédération des caisses Desjardins du Québec (note 4), la Société a l'obligation, au cours de l'année suivant la date de la transaction, d'enlever le nom « Sécur » de tous les actifs acquis et de ne pas utiliser ce même nom dans son exploitation. La direction estime que des coûts en capital d'approximativement 960 000 \$ seront nécessaires afin de respecter cette obligation.
  
- c) La Société a des polices d'assurance pour couvrir les risques potentiels de réclamations importantes de la part de ses clients. En vertu de l'entente bancaire, la Société a l'obligation de maintenir un montant total de 1 500 000 \$ en fonds restreints afin de couvrir le montant annuel maximal déductible. Au 31 janvier 2004, la Société a un placement à court terme restreint totalisant 1 246 955 \$ relatif à cette obligation qui consiste en des papiers commerciaux portant intérêt à un taux de 2,51 % et venant à échéance le 6 juillet 2004. La Société a jusqu'au 28 septembre 2004 pour atteindre le montant de fonds restreints requis.
  
- d) Dans le cours normal de ses affaires, la Société est impliquée dans un certain nombre de poursuites judiciaires. Il n'est pas possible de déterminer l'issue de ces poursuites à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée. La Société estime que le règlement de ces poursuites n'aura pas de répercussions défavorables ou favorables importantes sur sa situation financière.

**15 Client important**

Pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2004, les ventes à un client représentent 11 % (néant en 2003) des ventes totales de la Société.

**16 Information sectorielle**

La Société exerce ses activités dans la prestation de solutions en matière de sécurité au Canada, et ses activités sont regroupées autour de deux principaux secteurs distincts :

- i) Sécurité physique et autres : services d'agent de sécurité et autres
  
- ii) Transport de valeurs : transport blindé et services de gestion du numéraire

Les activités qui touchent à d'autres secteurs sont non significatives et sont incluses dans le secteur Sécurité physique et autres.

**16 Information sectorielle (suite)**

Les conventions comptables utilisées pour les secteurs sont les mêmes que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

	2004	2003
	\$	\$
<b>Ventes</b>		
Sécurité physique et autres	76 563 065	85 105 736
Transport de valeurs	18 749 513	—
	95 312 578	85 105 736
<b>Amortissement des immobilisations corporelles</b>		
Sécurité physique et autres	960 099	855 841
Transport de valeurs	478 297	—
	1 438 396	855 841
<b>Amortissement des contrats de service et relations clients</b>		
Transport de valeurs	126 456	—
<b>Bénéfice avant frais financiers et impôts sur les bénéfices</b>		
Sécurité physique et autres	560 950	2 523 150
Transport de valeurs	495 841	—
	1 056 791	2 523 150
<b>Acquisition d'immobilisations corporelles</b>		
Sécurité physique et autres	1 239 982	1 072 906
Transport de valeurs	489 697	—
	1 729 679	1 072 906
<b>Actifs totaux</b>		
Sécurité physique et autres	18 465 504	21 969 547
Transport de valeurs	21 572 920	—
	40 038 424	21 969 547

**17 Nouvelles affaires**

Le 22 janvier 2004, la Société s'est vu accorder par l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien le mandat de gérer les contrôles de sûreté des aéroports, principalement à l'Aéroport international Pearson à Toronto. Le contrat de trois ans débutera le 1<sup>er</sup> avril 2004 et contribuera à augmenter significativement les revenus annuels de la Société ainsi que le nombre d'employés en Ontario.

**18 Provision pour moins-value de l'écart d'acquisition et événement postérieur à la date du bilan**

Le 28 février 2004, Soft Management inc. et Softalarm inc., deux filiales de la Société, ont signé une entente pour la vente de leurs actifs pour une contrepartie totale maximale de 1 200 000 \$. La Société a également racheté pour une contrepartie nominale 200 444 de ses actions de catégorie « A » détenues par l'actionnaire minoritaire des filiales vendues. La conclusion de cette entente a permis de confirmer que la valeur comptable nette de l'écart d'acquisition provenant de ces filiales ne pourrait être recouvrée à long terme et une provision pour moins-value de 562 200 \$ a donc été constatée et a été incluse dans la perte nette de l'exercice.

**19 Chiffres correspondants**

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés selon la nouvelle présentation adoptée pour l'exercice courant.

**Conseil d'administration**

**Stéphan D. Crétier**, MBA  
Président du conseil  
et chef de la direction,  
Corporation de Sécurité Garda World

**C. François Couture**<sup>1</sup>  
Associé,  
Desjardins Ducharme Stein Monast

**Jean-Luc Landry**<sup>1</sup>  
Économiste, gestionnaire et président,  
Landry, Morin inc.

**François Plamondon**, CA<sup>1, 2</sup>  
Vice-président  
et chef de la direction financière,  
Avestor

**Louis-Philippe Séguin**<sup>2</sup>  
Vice-président,  
Jones, Gable and Company

**Pierre-Hubert Séguin**<sup>2</sup>  
Associé fondateur,  
Séguin Racine, S.E.N.C.

**Dirigeants**

**Stéphan D. Crétier**, MBA\*  
Président du conseil  
et chef de la direction

**Alain Dumont**, CA\*  
Vice-président  
et chef de la direction financière

**Patrice Boily**, ing.\*  
Vice-président et chef de l'exploitation

**Allan C. Bentley**  
Vice-président, Développement corporatif

**Luc Dupont**, BAA  
Vice-président,  
Développement des affaires

**Robert Champagne**, CRHA  
Vice-président aux ressources humaines

**Robert St-Jean**  
Vice-président, Protection des ressources

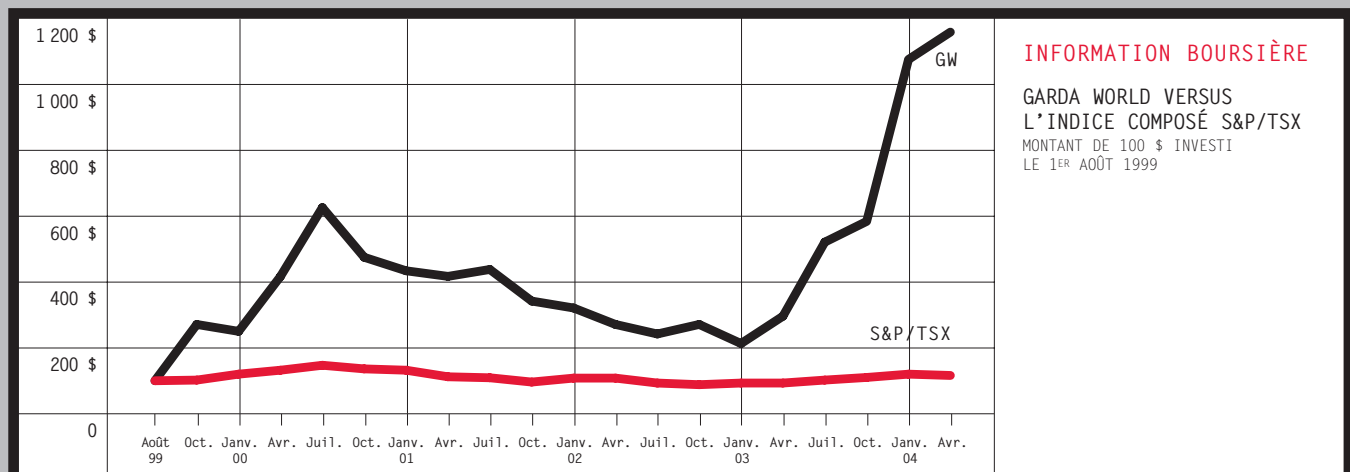
**Alain Brière**, BAA  
Vice-président, Exploitation

La circulaire de sollicitation de procurations en vue de l'Assemblée annuelle des actionnaires 2004 de Garda comprend un rapport détaillé des procédures de régie interne.

<sup>1</sup> Comité de régie d'entreprise

<sup>2</sup> Comité de vérification

\* Membre de la direction



Inscription : Bourse de Toronto (TSX)  
Symbole : GW  
Nombre d'actions en circulation (31-01-2004) : 23 999 166

Actions détenues par le public (31-01-2004) : 12 376 728  
Haut/Bas (52 semaines) au 01-06-2004 : 3,59 \$/0,76 \$  
Cours récent (01-06-2004) : 2,88 \$

**Adresses d'affaires****Montréal****Siège social**

Corporation de Sécurité Garda World  
705, rue Bourget, bureau 200  
Montréal (Québec) H4C 2M6  
Tél. : (514) 937-7487  
Sans frais : (800) 334-2732  
Télééc. : (514) 937-9010

1390, rue Barré  
Montréal (Québec) H3C 1N4  
Tél. : (514) 281-2811  
Sans frais : (800) 859-1599  
Télééc. : (514) 281-2860

**Gatineau**

9, rue Amherst  
Gatineau (Québec) J8Y 6S7  
Tél. : (819) 595-3280  
Sans frais : (800) 561-0691  
Télééc. : (819) 595-2062

**Val d'Or**

1289, 3<sup>e</sup> Avenue  
Val d'Or (Québec) J9P 1V4  
Tél. : (819) 825-7200  
Sans frais : (800) 461-1581  
Télééc. : (819) 825-9931

**Sherbrooke**

25, rue du Bocage, bureau 200  
Sherbrooke (Québec) J1L 2J4  
Tél. : (819) 562-2625  
Sans frais : (888) 562-8146  
Télééc. : (819) 562-0141

1890, rue Roy  
Sherbrooke (Québec) J1K 1B7  
Tél. : (819) 821-2211  
Sans frais : (800) 567-5748  
Télééc. : (819) 821-2459

**Trois-Rivières**

1650, rue Sidbec  
Trois-Rivières (Québec) G8Z 4H1  
Tél. : (819) 379-4242  
Sans frais : (800) 567-1650  
Télééc. : (819) 379-9947

**Québec**

1220, boul. Le Bourgneuf, bureau 120  
Québec (Québec) G2K 2G4  
Tél. : (418) 627-0088  
Sans frais : (800) 267-6033  
Télééc. : (800) 567-9144

1160, rue Valet  
Québec (Québec) G2E 5Y9  
Tél. : (418) 877-9002  
Sans frais : (800) 461-9002  
Télééc. : (418) 877-2115

**Chicoutimi**

121, rue Racine est, bureau 104  
Chicoutimi (Québec) G7H 5G4  
Tél. : (418) 690-1234  
Sans frais : (877) 290-1234  
Télééc. : (418) 690-1688

1525, boul. St-Paul  
Chicoutimi (Québec) G7J 3Y3  
Tél. : (418) 549-0913  
Sans frais : (800) 567-6307  
Télééc. : (418) 549-5582

**Rimouski**

377, 2<sup>e</sup> Rue Est  
Rimouski (Québec) G5L 2G4  
Tél. : (418) 724-7921  
Sans frais : (800) 463-4565  
Télééc. : (418) 724-6600

**Ottawa**

2285, boul. St-Laurent, bureau D-20  
Ottawa (Ontario) K1G 4Z7  
Tél. : (613) 562-9172  
Télééc. : (613) 562-9170

**Toronto**

120 Watline Avenue, Unit 2  
Mississauga (Ontario) L4Z 2C1  
Tél. : (905) 507-9837  
Sans frais : (866) 813-8844  
Télééc. : (905) 507-3751

**Calgary**

5701 17<sup>th</sup> Avenue S.E., Suite 270  
Calgary (Alberta) T2A 0W3  
Tél. : (403) 517-5899  
Télééc. : (403) 517-5898

**Edmonton**

11748 Kingsway Avenue, Suite 203  
Edmonton (Alberta) T5G 0X5  
Tél. : (780) 454-5844  
Sans frais : (877) 454-5844  
Télééc. : (780) 488-6298

**Vancouver**

1055 West Hastings Street, Suite 300  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 2E9  
Tél. : (604) 662-7112  
Sans frais : (866) 662-7112  
Télééc. : (866) 662-7116

**Relations avec les investisseurs**

Stéphan D. Crétier, MBA  
scretier@garda.ca

Alain Dumont, CA  
adumont@garda.ca

**Assemblée annuelle**

Le 15 juillet 2004 à 9 h  
Le Club universitaire de Montréal  
2047, rue Mansfield  
Montréal (Québec)

**Avocats**

Séguin Racine S.E.N.C.

**Agent de transfert et registraire**

Compagnie Trust CIBC Mellon

**Vérificateurs**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Institution bancaire**

BMO-Banque de Montréal



### Conjuguer nos forces

UNE PRÉSENCE TOUJOURS PLUS GRANDE DANS DES SECTEURS EN CROISSANCE

UNE POSITION CONCURRENTIELLE UNIQUE

UNE CLIENTÈLE FORMÉE D'ENTREPRISES DE PREMIER PLAN

pour bâtir une position de leader dans le nouveau monde de la sécurité



CORPORATION DE SÉCURITÉ GARDA WORLD  
705, RUE BOURGET  
MONTRÉAL (QUÉBEC) H4C 2M6